

MONTÉLIMAR Chef du service de neurologie de l'hôpital, Cherif Héroum a écrit au président de la République

« Le conseil scientifique s'est mué en bouée de naufrage »

Chef du service de neurologie à l'hôpital de Montélimar, le docteur Cherif Héroum fait partie de ceux qui interviennent en première ligne contre le Covid-19. Et parce qu'il a constaté une faillite du système de santé dans la gestion de cette crise, il a décidé d'écrire au président.

Son courrier date du 24 avril. Le docteur Cherif Héroum a profité d'être en arrêt pour le rédiger. Il se rétablit d'une infection au Covid-19, qu'il dit avoir contracté en traitant des patients à l'hôpital de Montélimar. Mais, assure-t-il, ce n'est pas cette situation qui est à l'origine de sa démarche. « Je considère que je fais partie de la grande armée des soignants et nous sommes là pour ça, malgré le risque. » Il ne veut pas non plus s'ériger en donneur de leçon. « Je sais que la critique est aisée et l'art est difficile. J'ai moi-même exercé à une époque dans une agence régionale de santé. »

Il dénonce « des éléments de langage sans aucune conviction »

Si le neurologue a souhaité s'adresser à Emmanuel Macron, c'est parce qu'il dit être « pour une République droite dans ses bottes », où « la cohérence et la notion de sécurité du citoyen doivent rester les premiers postulats ». « C'est une évidence républicaine et je suis un républicain convaincu : il faut que les choses

soient dites. Comme d'autres l'ont fait avant moi. Quand on voit des serveurs de l'État, en service commandé pour répéter des éléments de langage sans aucune conviction au fond, il y a un souci. »

Le port du masque ? Un élément de « bon sens »

Il se dit notamment « ulcéré » par le discours de départ qui a été « de dire aux gens que le port d'un masque n'a strictement aucun intérêt si on n'est pas malade. Je crois que la communauté médicale dans son ensemble a été surprise. » Pour le docteur Héroum, dans le cas d'un virus qui se transmet par les voies aériennes comme c'est le cas avec ce coronavirus, « le port de masque constitue naturellement un élément de bon sens pour limiter la propagation du virus. Est-ce que l'on a besoin d'un conseil scientifique pour le dire ? Je n'en suis pas convaincu. Il ne faut pas que le recours à ce conseil soit une sorte d'alibi pour remédier à un manque de vision claire du politique. »

Ce conseil scientifique est au cœur de sa critique. « Je ne conteste pas ses qualifications et les personnes brillantes qui le composent, mais ce ne sont pas des lieutenants de guerre. Ce même conseil scientifique, censé être une bouée de sauvetage, s'est transformé en bouée de naufrage, à la fois du point de vue de la santé publique, que d'un point de vue politique. »

Baptiste CAMILLERI



Pour le neurologue, il faut que les gens portent un masque et que les dépistages soient multipliés. Photo archives Le DL/F.Va.

Les élus locaux : un « rouage essentiel »

Le problème viendrait aussi selon le docteur Cherif Héroum « du modèle supra-pyramidal » du système de santé français, « où tout est conçu à partir d'une gestion centralisée alors qu'on ne peut pas appliquer en situation de crise un mode opératoire classique. Cette gestion pyramidale doit absolument être révisée dans notre logique de santé publique. Il faut lui redonner du sens. La santé publique est le parent pauvre des études médicales. Trop peu de médecins s'orientent vers cette spécialité. »

Autre incohérence identifiée par le neurologue : « L'oubli du rouage essentiel que sont les élus locaux » dans la gestion de cette crise sanitaire. « Ils auraient été des alliés extraordi-

naires pour réfléchir aux particularités territoriales et élaborer de manière beaucoup plus proche du terrain les solutions. » Il constate encore que c'est finalement « la société civile qui s'est emparée d'une partie du problème au travers des différentes initiatives extraordinaires pour la fabrication de masques ou la mise en place de chaînes de solidarité ».

Il appelle donc de ses vœux « à avoir confiance en l'intelligence collective et à sortir de l'excès de réglementation à géométrie variable, que la communauté médicale a très mal vécu. Cette intelligence collective pragmatique a démontré une fois de plus sa performance par rapport à l'intelligence institutionnelle souvent ancrée dans un dogmatisme castrateur. »